



Message 2018-DSJ-227

26 novembre 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les établissements publics

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics (LEPu) (RSF 952.1). Ce message explique l'origine de la révision. Il en décrit la teneur générale et apporte un commentaire à l'endroit de chaque disposition modifiée.

1. Origine du projet

La LEPu a été adoptée en 1991. Elle a fait depuis lors l'objet de plusieurs révisions et a ainsi été adaptée aux nouveaux besoins et à l'évolution de la société, sans qu'il ait pour cela été nécessaire de remettre totalement en question sa teneur initiale. La dernière modification en date est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017. Elle s'est employée à intégrer dans l'inventaire des patentes en place un nouveau type d'autorisation axé sur l'activité des cuisines ambulantes (food-trucks), dont l'essor avait été constaté dans le canton et dont la spécificité justifiait l'introduction d'un régime légal particulier.

Par motion déposée et développée le 25 janvier 2018, les députés Romain Collaud et Johanna Gapany ont proposé de modifier complètement la LEPu avec le triple objectif de réduire le nombre de patentes et de simplifier le système en place, d'étendre les horaires d'ouverture des bars (patente B+) et des discothèques (patente D) tout en prévoyant une possibilité de restriction à l'échelle communale, d'abolir finalement la limitation du nombre de restaurants de nuit (patente F).

Cette proposition se fondait principalement sur la nécessité d'adopter une politique cantonale plus souple permettant de répondre aux attentes de la clientèle et de redonner une certaine attractivité aux villes. De leur point de vue en effet, en raison des horaires restrictifs imposés aujourd'hui aux bars et aux discothèques, les jeunes noctambules s'ennuient et, même si quatre établissements sont susceptibles, au travers de la patente F de restaurant de nuit, de garantir une ouverture jusqu'à 6 heures du matin, l'offre actuelle demeure insuffisante et s'est encore appauvrie depuis la fermeture définitive, à la fin 2017, d'un lieu phare du monde de la nuit au cœur de la Ville de Fribourg.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat a rappelé que les principales compétences décisionnelles prévues par la LEPu sont

réparties entre la Direction de la sécurité et de la justice et les préfets. La première garantit une application harmonieuse et cohérente des prescriptions en vigueur à l'échelle cantonale. Les seconds se voient confier des tâches en lien direct avec leur mission générale de maintien de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publics. Le transfert aux communes de la compétence de déterminer au cas par cas les horaires d'exploitation des établissements de nuit conduirait à une perte de la vision globale actuelle et serait susceptible d'engendrer des inégalités de traitement injustifiées.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs insisté sur le fait que la LEPu n'est, loin s'en faut, jamais demeurée figée dans son contenu. Adoptée il y a plus d'un quart de siècle, elle a tout au contraire été rediscutée à de nombreuses reprises, à l'occasion de révisions plus ou moins substantielles, fruits de compromis entre les attentes économiques exprimées par les milieux professionnels concernés et le souci des instances politiques de veiller à la sauvegarde de l'ordre et du bien-être publics.

En y regardant de plus près, l'objectif des motionnaires n'est en cela pas différent et n'appelle pas de refonte complète du système. Il tend à une redéfinition des établissements associés à la vie nocturne passant notamment par la fixation d'horaires assouplis et par la suppression de la clause du besoin assortissant la patente de restaurant de nuit.

Le Conseil d'Etat a par conséquent proposé l'acceptation de cette proposition ciblée, tout en s'opposant à une modification plus large impliquant une remise en question de l'ensemble des patentes et des compétences attribuées.

En date du 14 septembre 2018, la motion intitulée «Fribourg aussi by night» a été partiellement acceptée par le Grand Conseil.

Par 97 voix contre 2, les députés se sont ainsi positionnés en faveur d'un assouplissement des conditions d'exploitation des bars, des discothèques et autres établissements nocturnes. Suivant en cela la position exprimée par le Conseil d'Etat, ils n'ont pas souhaité que la révision s'étende à la loi dans son entier.

2. Sondage des acteurs du monde de la nuit

Au cours de l'automne 2018, GastroFribourg, Société patronale pour la restauration et l'hôtellerie, a adressé un questionnaire à l'ensemble des exploitants du canton responsables d'un établissement public impliqué dans le monde de la nuit. L'objectif de cette démarche consistait à relayer auprès des instances en charge de la révision légale des bases de réflexion émanant directement du secteur économique concerné. Sur les 77 personnes interrogées, 43 ont apporté des réponses circonstanciées.

Les titulaires d'une patente B+ ont relevé qu'une grande part du chiffre d'affaires de leur entreprise était réalisée le week-end, en période nocturne. Beaucoup ont insisté sur le fait que le jeudi soir était une soirée importante et qu'ils devaient régulièrement faire usage ces soirs-là de feuilles de prolongation, selon une procédure trop contraignante à leurs yeux. Deux tiers des personnes sondées ont par ailleurs déclaré proposer des prestations culinaires à leur clientèle et, dans une même proportion, l'horaire de fermeture fixé à 3 heures du matin a été jugé satisfaisant.

Les titulaires d'une patente D de discothèque ont à une toute grande majorité considérée que la survie et le développement de leur établissement étaient tributaires d'une différenciation d'horaire plus marquée entre leur offre et celle des bars. Seule une évolution dans ce sens permettrait de garantir une animation et une programmation culturelle concurrentielles sur la scène cantonale et nationale et de retenir ainsi les fêtards, qui ne voient pas en l'état de justification de devoir s'acquitter d'une finance d'entrée ou d'un prix de boissons majoré pour des prestations à peine plus étendues et qui finissent par désertier le canton.

Les titulaires d'une patente F de restaurant de nuit ne se sont eux-mêmes guère exprimés dans le cadre de ce sondage. Seule la direction du Casino a fait savoir qu'elle était satisfaite de la latitude que lui offrait ce type de patente, même si elle n'en a jamais fait un plein usage. Les autres acteurs du monde de la nuit ont exprimé pour leur part des avis très partagés sur la nécessité d'apporter des modifications aux conditions actuelles assortissant cette autorisation.

3. Droit comparé

La situation qui prévaut actuellement en Suisse Romande et dans le canton de Berne peut être résumée ainsi:

VAUD

Dans le canton de **Vaud**, la réglementation relative aux horaires d'exploitation des établissements publics est exclusivement communale. Le système distingue les établissements de jour, ouverts jusqu'à minuit, et les établissements de nuit,

ouverts jusqu'à 6 heures du matin. Toutefois, dans les zones à habitat prépondérant, l'horaire nocturne peut être restreint.

VALAIS

En **Valais**, le régime est également communal. Les communes ont ainsi la liberté de fixer l'horaire d'exploitation des établissements publics à leur guise. A défaut, l'horaire standard ressortant de la loi cantonale et prévoyant une ouverture entre 5 heures du matin et minuit s'applique. Concrètement, seules les discothèques situées dans les stations pratiquent une ouverture jusqu'à 4 heures du matin. En plaine, les discothèques sont rares et les bars, même en Ville de Sion, ferment au plus tard à 2 heures du matin.

NEUCHÂTEL

A **Neuchâtel**, tous les établissements peuvent être ouverts jusqu'à 2 heures du matin. 36 fois par an, ils sont autorisés à demeurer ouverts jusqu'à 4 heures du matin. Sur la base d'une procédure constructive favorable, les établissements peuvent être ouverts jusqu'à 6 heures du matin. Actuellement, une quinzaine d'établissements bénéficient de cet horaire élargi.

GENÈVE

La législation du canton de **Genève** permet aux dancings une ouverture quotidienne entre 15 heures et 8 heures. Les cafés, les restaurants et les bars peuvent quant à eux être ouverts de 6 heures à 1 heure du matin du dimanche au mercredi et de 6 heures à 2 heures du matin le jeudi, le vendredi, le samedi et les veilles de jours fériés. Sur demande, une dérogation peut être accordée jusqu'à 2 heures, respectivement jusqu'à 4 heures du matin le vendredi et le samedi ou en cas d'évènement exceptionnel. Ces dérogations doivent être compatibles avec la protection de l'environnement.

JURA

Dans le canton du **Jura**, la législation cantonale prévoit une ouverture jusqu'à 4 heures du matin pour les établissements dits de divertissement. Tous les autres établissements ferment leurs portes à minuit en semaine, respectivement à 1 heure le jeudi, le vendredi, le samedi et les veilles de fête.

BERNE

Le canton de **Berne** enfin fixe un horaire général d'ouverture de 5 heures à 0 heures 30 du matin. 24 fois par an à choix, cet horaire peut être étendu à 3 heures 30 du matin. Sous la forme d'autorisations uniques, des prolongations supplémentaires peuvent être accordées jusqu'à 5 heures du matin.

4. Nouveautés

L'avant-projet mis en consultation s'est attaché, conformément au vœu exprimé par le Grand Conseil, à étendre les possibilités d'exploitation des établissements publics présents sur la scène nocturne. Il a veillé à ce que l'offre demeure variée et ne concerne pas que des lieux proposant régulièrement des animations ou organisant en permanence de la danse, des concerts ou des spectacles. Il s'est assuré au contraire que, dans les lieux en question ou dans d'autres établissements, des prestations culinaires viennent compléter cette offre de distraction et répondent ainsi aux attentes de certains noctambules.

Avec l'objectif d'améliorer la gestion du flux de la clientèle et d'éviter que cette dernière prolonge, en particulier au-delà de 3 heures du matin, sa présence sur le domaine public et porte de la sorte atteinte, durant cette période sensible, à la tranquillité des voisins, il a introduit une différence plus marquée entre les divers types d'établissement. Les établissements de restauration, les bars et les pubs au bénéfice de la patente B+ continuent ainsi à pouvoir ouvrir tous les week-ends de l'année jusqu'à 3 heures du matin, mais à partir du jeudi déjà. Les discothèques (patente D) reposant sur un concept plus structuré peuvent désormais être ouvertes jusqu'à 6 heures du matin. Quant aux restaurants de nuit (patentes F) conçus à l'origine comme des espaces classiques de consommation de mets plutôt élaborés, ils sont transformés en établissements de restauration permanente (24h/24), dont le succès sera principalement tributaire de l'emplacement sur une artère fréquentée et de l'offre susceptible de séduire le genre de clientèle visé.

Présenté autrement, ce système «par paliers», sans doute bénéfique au développement de la vie nocturne, garantit à la population la possibilité de consommer des mets en tout temps, d'abord dans la majorité des établissements en activité durant la journée et en soirée, puis dans des établissements ciblés proposant en fin de semaine ces mêmes prestations jusqu'à 3 heures du matin, enfin dans de plus rares exploitations ayant pris l'option d'étendre leur offre culinaire en permanence à la nuit complète.

Ce système garantit en parallèle une offre de distractions autour de deux axes distincts: les discothèques habilitées à ouvrir leurs portes jusqu'à 6 heures du matin chaque jour, en fonction de leur programmation, et les bars, pubs ou autres lieux «animés» disposant durant les trois soirées les plus attractives de la semaine de la faculté d'être exploités systématiquement jusqu'à 3 heures du matin.

5. Procédure de consultation

L'accueil réservé à l'avant-projet par les institutions et les organisations consultées s'est avéré globalement favorable. Les dispositions proposées ont été jugées aptes à répondre à

l'évolution sociale et à redonner une certaine attractivité à l'offre nocturne des établissements publics du canton.

La Direction de la santé et des affaires sociales a rappelé toutefois l'importance de prendre en compte dans ce contexte des aspects de santé publique, en particulier celui de la protection de la jeunesse face à la consommation problématique d'alcool. Le Service de l'environnement a insisté pour sa part sur les risques de nuisances supplémentaires à attendre des adaptations d'horaires proposées. Il a insisté dans ce sens sur la nécessité de veiller à ce que chaque exploitant d'un établissement de nuit, quand bien même ce dernier serait aujourd'hui déjà en activité, soit en mesure de démontrer la conformité de ses activités en matière de protection contre le bruit. Il a à cet égard jugé opportun d'introduire dans le projet un régime de droit transitoire. La Direction de l'économie et de l'emploi s'est interrogée sur l'opportunité de mentionner dans la loi sur les établissements publics le rôle exercé par le Service public de l'emploi en matière de protection de travailleurs et de lutte contre le travail au noir ainsi que les mesures de contrainte dont ce dernier dispose. La Conférence des préfets enfin est demeurée réservée quant aux distinctions établies entre les différents types de patente. En les qualifiant de quelque peu artificielles, elle a exprimé ses craintes sous l'angle des incidences négatives qui en résulteront pour le voisinage et des interventions plus fréquentes que ce nouveau concept engendrera pour les autorités garantes de l'ordre public.

Ces remarques ont fait l'objet d'une nouvelle réflexion. Elles ont été prises en compte dans le projet ou donnent à tout le moins lieu à un commentaire sous le point suivant, en lien avec les dispositions concernées.

6. Commentaire des dispositions

Art. 10a

La loi sur les établissements publics énumère dans son chapitre 2 les organes d'application chargés de son application tout comme de l'application de législations spéciales influençant de façon notable l'activité des exploitants d'établissements publics. De manière à compléter cette énumération, le projet propose de faire une mention explicite du rôle attribué au Service public de l'emploi en matière de protection des travailleurs et de lutte contre le travail au noir. Ce dernier phénomène a été récemment décrit comme un fléau par les autorités politiques du canton. Egaleme nt présent dans le monde de l'hôtellerie et de la restauration, il perturbe la bonne concurrence économique, désavantage les travailleurs et diminue les recettes pour les assurances sociales et l'administration fiscale. La loi du 6 octobre 2010 sur l'emploi et le marché du travail (LEMT; RSF 866.1.1) qui, à son article 53, désignait déjà l'Inspection du travail comme organe cantonal chargé de prendre les mesures de contrainte administrative prévues

par la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce, a ainsi été renforcée récemment. Conformément aux articles 77 et 77a LEMT, l'organe précité dispose désormais de nouvelles compétences l'autorisant notamment à suspendre immédiatement l'activité d'une entreprise et à prononcer à son encontre des sanctions administratives.

Une formation spécifique relative à cette notion est intégrée depuis plusieurs années dans le programme obligatoire des cours de cafetier-restaurateur. Avec l'objectif d'appuyer les mesures mises en place dans le cadre de la modification de la loi sur l'emploi et le marché du travail, il se justifie d'accorder encore davantage de visibilité à ce type de contrôle et aux risques encourus en cas d'infractions.

Art. 14 rubrique F

L'actuelle patente F de restaurant de nuit, introduite dans la loi à l'occasion d'une révision majeure datant de 1996, a été créée en réponse aux attentes de noctambules fribourgeois qui fréquentaient alors assidûment un restaurant sis en Ville de Neuchâtel. Il s'agissait en effet alors du restaurant le plus proche de notre canton, dans lequel la clientèle avait la possibilité de s'attabler jusqu'au petit matin pour boire bien sûr, mais avant tout pour manger des plats élaborés dans la tradition italienne. Les mets préparés selon un concept plus rapide n'avaient pas encore envahi le marché et n'étaient pas encore allés jusqu'à se substituer, comme la tendance se dessinera par la suite, à la cuisine familiale. Il n'avait pas davantage été envisagé à l'époque qu'un restaurant au sens classique puisse être ouvert en continu sans générer des difficultés majeures sous l'angle de l'hygiène des installations ou de la gestion du personnel.

Cette notion restrictive doit manifestement être revue. Il suffit pour s'en convaincre de constater que, sous réserve du cas particulier du restaurant du Casino, les deux seuls restaurants de nuit du canton encore en activité soumis aux règles actuelles sont confrontés depuis quelques années déjà à une chute de fréquentation et peinent à garantir une ouverture nocturne quotidienne. Quant aux nouvelles demandes déposées à la suite de la fermeture définitive du troisième établissement au bénéfice d'une patente F en Ville de Fribourg, suspendues jusqu'à l'aboutissement de la présente procédure de révision, elles émanent d'exploitants d'établissements déjà implantés au centre-ville, qui n'envisagent pas de renoncer pour autant à leurs activités matinales et qui proposent, pour la consommation sur place et pour la vente à emporter, des mets adaptés tant aux nouvelles tendances de consommation qu'à un créneau nocturne.

Le terme «restauration» ouvre dans ce contexte une perspective moins restrictive que celui de «restaurant», axé sur un seul type d'offre aujourd'hui plutôt boudé durant la nuit. L'adjectif «permanent» ne restreint en outre plus inutilement des exploitants intéressés par la patente F qui disposent d'une

structure organisationnelle leur permettant de fonctionner sans difficulté de jour comme de nuit.

Art. 16 al. 2 1^{re} phr.

La base de cette disposition existe déjà. Le concept date de 2012 et vise à permettre aux préfets de garantir une bonne maîtrise des établissements avec alcool couverts en soi par une patente B mais pratiquant des ouvertures nocturnes régulières, notamment le week-end.

L'objectif de la présente révision n'est pas de remettre en question ce concept. La patente B+ fait partie des prolongations d'horaire chapeautées par les préfetures, avec la particularité de ne pas constituer un droit ponctuel mais une possibilité d'ouverture élargie à l'année.

A ce jour, 38 établissements du canton en bénéficient. Le requérant doit, conformément à l'article 8 du règlement du 16 novembre 1992 d'exécution de la loi sur les établissements publics (REPu) (RSF 952.11), produire un concept d'exploitation incluant les aspects de sécurité et d'environnement et garantissant la compatibilité du projet avec le voisinage.

Concrètement, une majorité des patentes B+ délivrées concernent des établissements avec animation musicale concentrés dans les chefs-lieux du canton. Certains de ces établissements proposent également en complément une forme de restauration plus ou moins développée. D'autres établissements au bénéfice de cette autorisation sont axés exclusivement sur une offre de mets, allant de la mise sur pied très régulière de banquets à la vente de restauration rapide à consommer sur le pouce.

Dans sa teneur actuelle, la première phrase du deuxième alinéa de l'article 16 n'évoque que des animations ou des retransmissions culturelles ou sportives pour justifier l'octroi de la patente B+. Outre le fait que cette formulation à la fois trop précise et trop restrictive n'est déjà pas le reflet de la réalité, il est nécessaire d'inclure formellement dans ce type d'autorisation la restauration au sens large, de manière à s'assurer que, le week-end, durant la première moitié de la nuit, le public puisse disposer de cette offre culinaire.

Cette même disposition cible l'ouverture nocturne à l'année les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche. Certes, les autres soirs de la semaine, les exploitants gardent la faculté de faire usage d'un autre mode de prolongation prévu à l'article 48 LEPu, soit douze feuilles de prolongations d'une heure par trimestre ou des autorisations d'ouverture prolongée sur la base d'une demande motivée. Le sondage de GastroFribourg a montré toutefois qu'un tel système est fastidieux, dans la mesure où la présence de nombreux étudiants dans les villes durant la nuit du jeudi au vendredi oblige plusieurs exploitants à effectuer hebdomadairement des démarches administratives pour répondre aux attentes de cette clientèle. De manière à supprimer cette contrainte,

le projet propose d'inclure cette soirée dans le concept de la patente B+. A partir du moment en effet où le concept d'exploitation nocturne du week-end impliquant des mesures de sécurité et de gestion des nuisances sonores a été agréé par les autorités, il peut être considéré que les mesures en place pourront sans autre s'étendre à un soir supplémentaire.

Art. 18

La teneur actuelle de l'article 18 laisse supposer qu'une discothèque ou un cabaret a pour objectif principal de proposer à sa clientèle mets et boissons à consommer sur place. Une telle approche doit à l'évidence être repensée. Il n'est certes pas nécessaire de s'attarder sur la notion de cabaret, dès lors que cette forme spécifique d'établissement a pratiquement disparu dans sa totalité du paysage nocturne fribourgeois et que pour l'unique cabaret encore en activité dans le canton, la nécessité d'une quelconque refonte ne s'impose pas. Pour les discothèques en revanche, il se justifie de mettre l'accent sur le fait que leur activité repose en priorité sur des prestations musicales ainsi que sur une configuration et une organisation offrant une majorité d'espace à la danse et au spectacle. Il ne fait dès lors pas sens de contraindre, comme cela ressort du libellé actuel de la disposition, les exploitants concernés à prévoir une surface dévolue à la danse. Le nombre de places assises à disposition de la clientèle d'une discothèque est au demeurant largement inférieur à la capacité d'accueil globale de l'établissement davantage tributaire de la sécurité incendie. Dans ce contexte, un service de boissons, voire de mets accompagne certes l'offre principale de distraction sans toutefois en constituer l'essentiel. C'est du reste la raison pour laquelle une finance d'entrée est bien souvent exigée ou que le prix des consommations est à tout le moins majoré.

Art. 20

Le premier alinéa de cette disposition intègre la nouvelle notion de restauration permanente introduite à l'article 14.

L'alinéa 2 ne reprend pas le principe de la restriction du nombre de patentes F susceptibles d'être accordées simultanément dans le canton. A l'origine, cette clause du besoin avait été introduite avec l'objectif de répartir au mieux ces établissements entre les régions, tout en veillant à ce que leur nombre demeure raisonnable et surtout à ce que des exploitants ne soient pas tentés par ce type de patente avec l'intention de profiter d'un horaire d'ouverture très généreux sans répondre pour autant aux critères d'un restaurant.

La réalité du terrain, tant sociale qu'économique, a démontré que ces précautions sont aujourd'hui pour une grande part superflues. Comme déjà expliqué, les noctambules ne sont pas en quête de mets apprêtés et servis selon un procédé classique. L'offre de restauration ne peut pas au surplus reposer sur une planification abstraite. Elle doit pouvoir s'adapter à la demande au risque d'être concentrée dans

des périmètres ciblés, bénéficiant d'une large fréquentation et donc faciles d'accès. Le marché en dictera lui-même le nombre. Les aspects environnementaux et les exigences ressortant de la législation sur l'aménagement du territoire et les constructions empêcheront leur implantation dans des lieux inappropriés. Le concept devra obligatoirement répondre à la notion de restauration au sens large, sans inclure des objectifs détournés relevant d'un autre type de patente. Enfin, le souci de prévention contre l'alcoolisme et de protection de la jeunesse exprimé par le canton dans son Plan d'action alcool ne sera pas ignoré dans ce contexte, dès lors que l'article 53 al. 2 LEPu énonce aujourd'hui déjà le principe d'une interdiction de vente d'alcool à emporter à partir de 22 heures. Cette interdiction s'appliquera par conséquent aussi à la restauration nocturne qui ne pourra pas de ce fait se spécialiser dans le commerce d'alcool.

Art. 46 al. 1^{bis}, 2 et 6

L'alinéa 1^{bis} est adapté dans le seul but de correspondre à la nouvelle teneur de l'article 16 al. 2, lequel englobe désormais la nuit du jeudi au vendredi dans le concept de la patente B+.

Le deuxième alinéa de cet article introduit une modification substantielle à l'horaire d'ouverture actuel des établissements au bénéfice de la patente D.

Pour des motifs faisant référence à un passé qui n'est plus, une discothèque pourrait aujourd'hui ouvrir ses portes à partir de 14 heures. Ce régime avait été introduit à l'époque où une discothèque sise en Ville de Fribourg organisait occasionnellement le dimanche des après-midis «disco» pour une jeune clientèle exceptionnellement autorisée à se défouler à la lumière des stroboscopes. Si une telle mode est largement révolue, il convient néanmoins, en référence au sondage réalisé auprès des exploitants concernés, de tenir compte de situations dans lesquelles des établissements au bénéfice d'une patente D mettent sur pied des apéritifs avec animation en fin d'après-midi. Au vu de cette évolution, l'heure d'ouverture est ainsi ramenée à 16 heures.

L'heure de fermeture des discothèques constitue l'élément clé de la révision. Il est rappelé en effet que pour se démarquer pleinement des autres établissements, ces dernières doivent pouvoir bénéficier d'une attractivité fondée non seulement sur la qualité et l'originalité de l'offre, mais également sur des conditions d'exploitation spécifiques adaptées à la demande et sur une gestion optimale de la clientèle. Un tel objectif est unanimement souhaité. Les exploitants y voient une opportunité de demeurer compétitifs. Les noctambules s'impatientent à l'idée de pouvoir profiter de cette offre locale adaptée à leur temps. Moyennant un encadrement strict sous l'angle de la sécurité et des nuisances et moyennant une réflexion globale portant sur l'implantation harmonieuse de ce type d'offre, diverses autorités préconsultées ont elles aussi d'ores et déjà accueilli favorablement l'idée. Le choix d'une ferme-

ture fixée à 6 heures du matin repose sur deux arguments: l'espace-temps que constitue la période située entre 3 heures et 6 heures du matin est délicat. A la fermeture des bars et autres établissements bénéficiant d'une ouverture nocturne, nombre de personnes ont tendance à prendre possession des espaces publics et à provoquer des nuisances de tous ordres. Si la perspective de pouvoir fréquenter d'autres lieux s'offre à elles et si le déplacement en vaut la peine, elles modifieront leur attitude à la plus grande satisfaction des riverains et des forces de l'ordre qui profiteront de ce système de fermeture échelonnée. Une exploitation limitée à 5 heures du matin n'apporterait pas une amélioration marquée par rapport à la situation actuelle. A 6 heures du matin en revanche, la problématique des transports souvent évoquée dans ce contexte n'aurait plus lieu d'être. A 6 heures du matin en outre, les activités diurnes débutent. D'autres commerces ouvrent leurs portes et le repos légitime auquel aspire la population serait, le cas échéant, moins fortement perturbé.

L'horaire d'ouverture des restaurants de nuit était jusqu'ici obligatoirement interrompu entre 6 heures et 11 heures du matin conformément à l'alinéa 6 de cette disposition. La nouvelle approche adoptée au sujet de la patente F plaide en faveur d'une offre permanente de restauration. Les quelques exploitants qui choisiront ce créneau doivent disposer d'un mode de fonctionnement particulier, dans lequel il n'est pas opportun que la loi interfère pour imposer un temps précis de pause. Cette interruption s'imposera peut-être de fait à d'autres heures, sans effet dommageable sous l'angle de l'ordre et du bien-être publics. Il convient en outre de rappeler qu'en matière d'hygiène et de sécurité alimentaires, l'exploitation repose sur un concept et sur des pratiques susceptibles d'être corrigés, voire sanctionnés à tout moment par l'autorité cantonale en charge de cette législation.

La protection du personnel en lien avec le temps de présence maximal et le travail de nuit est quant à elle garantie par la législation sur le travail et par la convention collective nationale de travail en vigueur aujourd'hui dans ce secteur d'activité.

Art. 51 al. 3

La suppression de la clause du besoin pour la patente F ne justifie plus le maintien de cette exigence. Contraindre le titulaire d'une patente de restauration permanente à garantir des prestations culinaires jusqu'à 5 heures du matin n'avait en effet de sens que lorsque d'autres personnes, intéressées à fournir cette prestation, étaient empêchées de réaliser leur projet parce que le quota de patentes disponibles était atteint alors que les titulaires de cette autorisation n'en faisaient eux-mêmes pas un plein usage.

7. Dispositions transitoires

Tous les titulaires actuels d'une patente B+ ont été soumis en son temps à une procédure constructive ordinaire ou à tout le moins sommaire. A l'issue de cette procédure, le préfet a conclu à la faisabilité du projet tout en fixant un certain nombre de conditions générales destinées à garantir la protection du voisinage. En complément de ces conditions et avec un objectif de prévention, il a assorti son autorisation de contraintes relevant d'un concept d'exploitation adapté à chaque situation, élaboré de concert avec la Police cantonale et incluant des aspects de sécurité aussi bien à l'intérieur de l'établissement que dans son environnement immédiat, de comportement de la clientèle ou encore de formation du personnel. Toutes ces mesures sont en place et sont susceptibles d'évoluer en fonction de nouveaux constats ou de la résurgence de problèmes particuliers mis en lumière par les autorités. La possibilité offerte aux titulaires d'une patente B+ d'étendre de façon plus régulière leurs activités nocturnes au jeudi n'est pas de nature à remettre en question l'autorisation dont ils sont titulaires. Elle justifie en revanche une adaptation du concept en place passant, le cas échéant, par la fixation de nouvelles exigences.

L'implantation d'une discothèque en un lieu précis a également nécessité la délivrance préalable d'un permis de construire. Là encore, la Direction de la sécurité et de la justice s'est employée à énoncer en référence à ce permis et au type d'établissement projeté tout une série de conditions et d'exigences destinées à garantir une maîtrise de l'exploitation en termes d'ordre, de tranquillité et de sécurité publics. De manière générale, toutes les mesures et les efforts consentis par les responsables désignés portent leurs fruits. Le fait de pouvoir étendre l'ouverture jusqu'à 6 heures du matin nécessitera une révision partielle du concept d'exploitation en place. Comme expliqué ci-avant dans le commentaire accompagnant la modification de l'article 46 al. 2, la marge d'exploitation consentie n'est qu'une possibilité. Elle ne portera pas, dans le cas où l'exploitant en fera usage, une atteinte significative à un voisinage dont la présence a déjà largement été prise en compte et qui bénéficiera tout au contraire d'un report de sortie des noctambules sur le domaine public à une heure matinale mieux adaptée à un comportement diurne.

Trois établissements du canton sont couverts aujourd'hui par une patente F de restaurant de nuit. Assortis d'un concept plutôt classique et situés en périphérie, il est peu vraisemblable que leurs exploitants entendent les muer en lieux de restauration permanente. Sous l'angle des droits acquis, il se justifie pourtant de leur accorder la possibilité de continuer à offrir leurs prestations actuelles sous le couvert d'une patente F certes revisitée mais dont les nouvelles conditions d'exploitation ne se heurtent en rien à leurs activités actuelles.

8. Conséquences financières et en personnel

Le projet n'a pas d'incidence financière notable. Tout au plus, la délivrance d'un certain nombre de patentes F supplémentaires engendrera-t-elle une légère augmentation du produit annuel des taxes prélevées auprès de l'ensemble des titulaires de patente.

Le projet n'a aucune conséquence sur le personnel. Les tâches résultant du traitement de ces nouveaux dossiers seront englobées dans le cahier des charges des personnes déjà actives au sein du Service de la police du commerce et des autres organes cantonaux impliqués dans la procédure mise en place.

9. Répartition des tâches, développement durable, conformité au droit supérieur et référendum

9.1. Influence sur la répartition des tâches Etat-communes et sur le développement durable

Le projet n'a pas de répercussions sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a aucun effet sur le développement durable.

9.2. Conformité au droit supérieur

Le projet ne pose pas de problème de compatibilité avec la Constitution cantonale et la Constitution fédérale, ni avec le droit européen.

9.3. Soumission au référendum

Le présent projet n'est pas soumis au référendum financier. Il est soumis au référendum législatif.



Botschaft 2018-DSJ-227

26. November 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten (ÖGG; SGF 952.1). Die Botschaft erläutert den Grund der Revision. Nach einem allgemeinen Teil zum Inhalt des Gesetzesentwurfs folgt der Kommentar zu den geänderten Bestimmungen.

1. Grund der Revision

Das ÖGG wurde 1991 verabschiedet. Seither wurde es mehrfach revidiert und so den neuen Bedürfnissen und der gesellschaftlichen Entwicklung entsprechend angepasst, ohne dass seine ursprüngliche Fassung deshalb komplett in Frage gestellt worden wäre. Die bisher letzte Änderung trat am 1. Januar 2017 in Kraft. Sie befasste sich mit der Erweiterung des bestehenden Patent-Inventars um einen neuen Bewilligungstyp für die Tätigkeit der fahrenden Küchen (Food Trucks). Diese waren im Kanton immer häufiger anzutreffen und rechtfertigten aufgrund ihrer Besonderheit die Einführung einer besonderen gesetzlichen Regelung.

Mit einer am 25. Januar 2018 eingereichten und gleichentags begründeten Motion schlugen Grossrat Romain Collaud und Grossrätin Johanna Gapany vor, das ÖGG total zu revidieren mit dem dreifachen Ziel, die Zahl der Patente zu reduzieren und das bestehende System zu vereinfachen, die Öffnungszeiten von Bars (Patent B+) und Diskotheken (Patent D) mit der Möglichkeit von kommunalen Einschränkungen zu erweitern und schliesslich die Begrenzung der Anzahl Nachtrestaurants (Patent F) abzuschaffen.

Der Vorschlag wurde hauptsächlich damit begründet, dass die kantonale Politik flexibler gestaltet werden müsse, damit die Bedürfnisse der Kundschaft erfüllt und den Städten eine gewisse Attraktivität zurückgegeben werden könne. Nach Ansicht der Motionsurheber langweilen sich die jungen Nachtschwärmer wegen der restriktiven Öffnungszeiten, die heute für Bars und Diskotheken gelten. Zwar dürften vier Betriebe mit dem Patent F für Nachtrestaurants bis 6 Uhr morgens geöffnet bleiben, das bestehende Angebot sei aber weiterhin ungenügend und seit der definitiven Schliessung einer Hauptattraktion des Freiburger Nachtlebens Ende 2017 sogar noch kleiner geworden.

In seiner Antwort auf die Motion erinnerte der Staatsrat daran, dass die im ÖGG vorgesehene Hauptentscheidungskompetenz bei der Sicherheits- und Justizdirektion und den Oberamtspersonen liege. Die Direktion gewährleistet eine harmonische und kohärente Anwendung der geltenden Vorschriften auf kantonaler Ebene. Die Aufgaben der Oberamtspersonen haben einen direkten Bezug zu ihrem allgemeinen Auftrag zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, Sicherheit und Ruhe. Sollte die Kompetenz zur Festlegung der Öffnungszeiten von Nachtlokalen von Fall zu Fall an die Gemeinden übertragen werden, so ginge die heutige Gesamtsicht verloren und es könnte zu ungerechtfertigten Ungleichbehandlungen kommen.

Der Staatsrat betonte ausserdem, dass das ÖGG mitnichten in seiner ursprünglichen Fassung erstarrt sei. Das vor einem Vierteljahrhundert verabschiedete Gesetz sei im Gegenteil bei zahlreichen Gelegenheiten erneut debattiert worden. Die mehr oder weniger umfangreichen Revisionen führten jeweils zu einem Kompromiss zwischen den wirtschaftlichen Erwartungen der betroffenen Berufszweige und dem Anliegen der politischen Instanzen, die öffentliche Ordnung und das Allgemeinwohl zu bewahren.

Von Nahem betrachtet ist das Ziel der Motionsurheber in dieser Hinsicht nicht anders gelagert und erfordert demnach keine komplette Überarbeitung des Systems. Vielmehr erfordert es eine Neudefinition der Betriebe, die im Nachtleben tätig sind, namentlich durch die Festlegung flexiblerer Öffnungszeiten und die Abschaffung der Bedürfnisklausel, die an das Patent für Nachtrestaurants geknüpft ist.

Der Staatsrat empfahl deshalb die Annahme dieses spezifischen Vorschlags, während er sich gegen eine grössere Änderung aussprach, bei der alle Patente und die entsprechenden Befugnisse in Frage gestellt worden wären.

Am 14. September 2018 wurde die Motion «Freiburg auch *by night*» vom Grossen Rat teilweise angenommen.

Die Grossrätinnen und Grossräte sprachen sich mit 97 zu 2 Stimmen für eine Lockerung der Betriebsbedingungen von Bars, Diskotheken und anderen Nachtlokalen aus. In Übereinstimmung mit der Position des Staatsrats lehnten sie es ab, das Gesetz als Ganzes zu revidieren.

2. Umfrage unter den Akteuren des Nachtlebens

Im Herbst 2018 versandte GastroFribourg, der Arbeitgeberverband für Restauration und Hotellerie, einen Fragebogen an alle Betriebsführenden von öffentlichen Gaststätten des Kantons, die im Nachtleben tätig sind. Ziel dieser Massnahme war es, den für die Gesetzesrevision zuständigen Stellen eine Arbeitsgrundlage zu verschaffen, die direkt vom betroffenen Wirtschaftszweig stammt. Von den 77 befragten Personen haben 43 die Fragen ausführlich beantwortet.

Die Inhaberinnen und Inhaber eines Patents B+ gaben an, dass sie einen Grossteil ihres Umsatzes in den Nächten am Wochenende erwirtschaften. Viele betonten, dass der Donnerstagabend ein wichtiger Abend sei und dass sie für diese Abende regelmässig Verlängerungen beantragen müssten. Das entsprechende Verfahren ist in ihren Augen zu aufwändig. Zwei Drittel der Befragten gaben zudem an, ihrer Kundschaft kulinarische Leistungen anzubieten und ebenso viele waren der Meinung, dass die dafür geltende Schliessungszeit um 3 Uhr morgens ausreiche.

Eine grosse Mehrheit der Inhaberinnen und Inhaber eines Patents D für Diskotheken war der Meinung, dass das Überleben und die Entwicklung ihrer Betriebe davon abhängen, wie stark sich deren Öffnungszeiten von denjenigen der Bars unterscheiden. Nur eine entsprechende Anpassung würde kantonal und national konkurrenzfähige Veranstaltungen und Kulturprogramme gewährleisten und damit die Nachtschwärmer im Kanton halten. Diese sähen heute nicht ein, weshalb sie für kaum erweiterte Leistungen Eintritt bezahlen oder höhere Getränkepreise in Kauf nehmen sollten, und verliessen schliesslich den Kanton.

Die Inhaberinnen und Inhaber eines Patents F für Nachtrestaurants selbst haben sich in der Umfrage kaum geäussert. Einzig die Direktion des Casinos teilte mit, dass sie mit dem Handlungsspielraum, den ihr dieses Patent gewähre, zufrieden sei, obwohl sie diesen nie voll ausgeschöpft habe. Die übrigen Akteure des Nachtlebens waren sehr geteilter Meinung, was die Notwendigkeit zur Änderung der geltenden Bedingungen für diese Bewilligung angeht.

3. Rechtsvergleich

Die aktuelle Situation in der Romandie und im Kanton Bern lässt sich wie folgt zusammenfassen:

WAADT

Im Kanton **Waadt** regeln ausschliesslich die Gemeinden die Betriebszeiten der öffentlichen Gaststätten. Das System unterscheidet zwischen Tagbetrieben, solchen, die bis Mitternacht geöffnet haben, und Nachtbetrieben, die bis 6 Uhr

morgens geöffnet haben. In den wichtigsten Wohnzonen kann die Nachtöffnungszeit jedoch eingeschränkt werden.

WALLIS

Im **Wallis** ist die Regelung ebenfalls Sache der Gemeinden. So steht es diesen frei, die Betriebszeiten der öffentlichen Gaststätten nach Belieben festzusetzen. Ansonsten gelten die Standardbetriebszeiten des kantonalen Gesetzes, das Öffnungszeiten zwischen 5 Uhr morgens und Mitternacht vorsieht. Konkret haben nur die Diskotheken in den Ferienorten bis 4 Uhr morgens geöffnet. Im Tal gibt es nur wenige Diskotheken und die Bars schliessen selbst in der Stadt Sitten spätestens um 2 Uhr morgens.

NEUENBURG

In **Neuenburg** können alle Gaststätten bis 2 Uhr morgens geöffnet bleiben. 36 Mal pro Jahr dürfen sie erst um 4 Uhr morgens schliessen. Mit einem vorteilhaften Baubewilligungsverfahren können die Gaststätten ihre Öffnungszeit bis 6 Uhr morgens verlängern. Zurzeit verfügen rund 15 Gaststätten über solche erweiterten Öffnungszeiten.

GENÈVE

Die Gesetzgebung des Kantons **Genf** erlaubt Dancings, täglich von 15–8 Uhr geöffnet zu haben. Cafés, Restaurants und Bars dürfen von Sonntag bis Mittwoch von 6 Uhr bis 1 Uhr morgens sowie am Donnerstag, Freitag und Samstag und am Vortag eines Feiertages von 6 Uhr bis 2 Uhr morgens geöffnet sein. Auf Antrag können Abweichungen bis 2 Uhr bzw. am Freitag und Samstag sowie in Ausnahmefällen bis 4 Uhr morgens gewährt werden. Diese Abweichungen müssen mit der näheren Umgebung der Gaststätte vereinbar sein.

JURA

Im Kanton **Jura** sieht die kantonale Gesetzgebung für sogenannte Unterhaltungs-Gaststätten Öffnungszeiten bis 4 Uhr morgens vor. Alle anderen Gaststätten schliessen unter der Woche um Mitternacht bzw. am Donnerstag, Freitag und Samstag und am Vortag eines Feiertages um 1 Uhr.

BERN

Im Kanton **Bern** schliesslich gelten generelle Öffnungszeiten von 5 Uhr bis 0.30 Uhr morgens. Für 24 frei wählbare Anlässe pro Jahr kann die Öffnungszeit bis 3.30 Uhr morgens verlängert werden. In Form von Einzelbewilligungen sind zusätzliche Verlängerungen bis 5 Uhr morgens möglich.

4. Neuerungen

Der in Vernehmlassung geschickte Vorentwurf widmete sich entsprechend dem Wunsch des Grossen Rates der Erweiterung der Betriebsmöglichkeiten für die in der Nachtszene tätigen öffentlichen Gaststätten. Er achtete auf ein weiterhin vielfältiges Angebot und betraf nicht nur Betriebe, die regelmässig Veranstaltungen anbieten oder Tanzgelegenheiten, Konzerte und Vorstellungen organisieren. Der Vorentwurf stellte im Gegenteil sicher, dass die kulinarischen Leistungen in den fraglichen Lokalen und in anderen Betrieben das Unterhaltungsangebot ergänzen und damit den Erwartungen gewisser Nachtschwärmer entsprechen.

Um die Steuerung des Kundenflusses zu verbessern und zu vermeiden, dass die Nachtschwärmer sich länger und insbesondere nach 3 Uhr morgens im öffentlichen Raum aufhalten und damit in diesem heiklen Zeitraum die nachbarschaftliche Ruhe stören, wurde eine stärkere Unterscheidung zwischen den verschiedenen Typen von Gaststätten eingeführt. Restaurationsbetriebe, Bars und Pubs mit einem Patent B+ können weiterhin das ganze Jahr über am Wochenende bis 3 Uhr morgens geöffnet haben, dies jedoch bereits ab Donnerstag. Diskotheken (Patent D), die über ein stärker strukturiertes Konzept verfügen, dürfen nunmehr bis 6 Uhr morgens geöffnet bleiben. Die Nachtrestaurants (Patent F), die ursprünglich als klassische Konsumationsräume für eher gepflegte Gerichte gedacht waren, werden zu Betrieben mit durchgehender Restauration (rund um die Uhr), deren Erfolg in erster Linie von ihrem Standort an einer stark frequentierten Strasse und von einem auf das Zielpublikum abgestimmten Angebot abhängt.

Dieses «Stufensystem» wird zweifellos das Nachtleben fördern und stellt sicher, dass sich die Bevölkerung jederzeit verpflegen kann: zunächst bei der Mehrheit der laufenden Betriebe tagsüber und am Abend, dann in bestimmten Gaststätten, die diese Leistungen am Ende der Woche bis 3 Uhr morgens anbieten, und schliesslich in selteneren Betrieben, die sich dafür entschieden haben, ihr kulinarisches Angebot dauerhaft auf die ganze Nacht auszudehnen.

Das System garantiert gleichzeitig ein Unterhaltungsangebot, das sich auf zwei verschiedene Pfeilern stützt: die Diskotheken, die aufgrund ihrer Programmgestaltung jeden Tag bis 6 Uhr morgens geöffnet bleiben dürfen, sowie die Bars, Pubs und anderen Lokale mit Unterhaltungsangebot, die an den drei attraktivsten Abenden der Woche die Möglichkeit haben, jeweils erst um 3 Uhr morgens zu schliessen.

5. Vernehmlassungsverfahren

Der Gesetzesvorentwurf wurde von den konsultierten Stellen und Organisationen mehrheitlich positiv aufgenommen. Sie waren der Meinung, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen geeignet seien, auf die gesellschaftliche Entwicklung

zu reagieren und dem nächtlichen Angebot der öffentlichen Gaststätten des Kantons wieder zu mehr Attraktivität zu verhelfen.

Die Direktion für Gesundheit und Soziales erinnerte jedoch daran, dass in diesem Zusammenhang Aspekte der öffentlichen Gesundheit zu berücksichtigen seien, insbesondere der Jugendschutz in Bezug auf problematischen Alkoholkonsum. Das Amt für Umwelt betonte seinerseits die Gefahr zusätzlicher Immissionen, die aufgrund der vorgeschlagenen Anpassung der Öffnungszeiten zu erwarten seien. In diesem Sinn unterstrich das Amt, es sei darauf zu achten, dass alle Betriebsführenden von Nachtbetrieben nachweisen könnten, dass ihre Tätigkeit mit den Bestimmungen des Lärmschutzes vereinbar ist, selbst wenn die Gaststätte schon heute in Betrieb sei. Zu diesem Zweck schlug das Amt vor, eine Übergangsregelung in den Entwurf aufzunehmen. Die Volkswirtschaftsdirektion fragte sich, ob es zweckmässig wäre, im ÖGG die Rolle des Amtes für den Arbeitsmarkt beim Arbeitnehmerschutz und bei der Bekämpfung der Schwarzarbeit sowie die ihm zur Verfügung stehenden Zwangsmassnahmen zu erwähnen. Die Oberamtmännerkonferenz äusserte sich zurückhaltend zu den vorgeschlagenen Unterscheidungen zwischen den verschiedenen Patentarten. Sie hielt diese für ein wenig künstlich und befürchtete, dass das neue Konzept negative Auswirkungen auf die Nachbarschaft haben und häufigere Interventionen derjenigen Behörden erfordern könnte, die für die öffentliche Ordnung zuständig sind.

Diese Anmerkungen sind in die anschliessenden Überlegungen eingeflossen. Sie wurden entweder in den Gesetzesentwurf aufgenommen oder zumindest unter den betreffenden Bestimmungen im folgenden Kapitel kommentiert.

6. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 10a

Das ÖGG listet in Kapitel 2 die Organe auf, die mit seiner Ausführung und mit der Ausführung von Spezialgesetzgebungen, welche die Tätigkeit der Betriebsführenden von öffentlichen Gaststätten wesentlich betreffen, betraut sind. Um diese Liste zu vervollständigen, wird im Entwurf vorgeschlagen, die Rolle des Amtes für den Arbeitsmarkt beim Arbeitnehmerschutz und bei der Bekämpfung der Schwarzarbeit explizit zu erwähnen. Die politischen Behörden des Kantons haben das Phänomen der Schwarzarbeit kürzlich als grosses Problem bezeichnet, das auch die Welt der Gastronomie und Hotellerie betrifft. Es verzerrt den Wettbewerb, schadet den Arbeitnehmenden und schmälert die Einnahmen der Sozialversicherungen und der Steuerverwaltung. Aus diesen Gründen wurde vor Kurzem das Gesetz vom 6. Oktober 2010 über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG; SGF 866.1.1) geändert, das in Artikel 53 bereits das Arbeits-

inspektorat zu der kantonalen Behörde bestimmte, welche die Zwangsmassnahmen gemäss dem Bundesgesetz über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel trifft. Gemäss den Artikeln 77 und 77a BAMG verfügt die vorgenannte Behörde nunmehr über neue Kompetenzen, die es ihr namentlich erlauben, den Betrieb eines Unternehmens sofort einzustellen und Verwaltungsanktionen gegen das Unternehmen zu verfügen.

Seit mehreren Jahren widmet auch der Lehrplan des obligatorischen Wirteschkurses diesem Thema ein spezielles Modul. Zur Unterstützung der Massnahmen, die mit der Änderung des Gesetzes über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt ergriffen wurden, ist es gerechtfertigt, die entsprechenden Kontrollen und die bei Verstössen drohenden Strafen noch bekannter zu machen.

Art. 14 Rubrik F

Das heutige Patent F für Nachtrestaurants wurde 1996 bei einer grösseren Reform als Reaktion auf die Erwartungen der Freiburger Nachtschwärmer eingeführt, die damals fleissig ein Restaurant in der Stadt Neuenburg besuchten. Es handelte sich in dieser Zeit tatsächlich um das unserem Kanton am nächsten gelegene Restaurant, in dem die Kundschaft bis in die frühen Morgenstunden einkehren konnte, natürlich um etwas zu trinken, aber vor allem um italienische Gerichte zu essen. Gerichte, die nach einem schnelleren Konzept zubereitet werden, hatten den Markt noch nicht erobert und noch nicht begonnen, die bürgerliche Küche zu ersetzen, wie sich dies später abzeichnen sollte. Zu dieser Zeit sah man noch nicht voraus, dass ein Restaurant im klassischen Sinne durchgehend geöffnet sein könnte, ohne bei der Hygiene der Einrichtungen und beim Personalmanagement auf grössere Schwierigkeiten zu stossen.

Diese restriktive Sicht ist offensichtlich zu revidieren. Um sich davon zu überzeugen reicht es festzustellen, dass die beiden einzigen verbliebenen Nachtrestaurants des Kantons, die den geltenden Regeln unterstehen, abgesehen vom Sonderfall des Casino-Restaurants bereits seit einigen Jahren abnehmende Besucherzahlen verzeichnen und Mühe haben, die Nachtöffnung während der ganzen Woche zu garantieren. Die Anträge, die nach der definitiven Schliessung der dritten Gaststätte der Stadt Freiburg mit einem Patent F eingegangen und bis zum Abschluss dieses Revisionsverfahrens suspendiert sind, kommen von Betriebsführenden von Gaststätten, die ihren Standort bereits im Stadtzentrum haben. Sie wollen auf ihre Tagesaktivitäten nicht verzichten und bieten Gerichte an, die sowohl an die neuen Konsumtrends als auch an ein nächtliches Zeitfenster angepasst sind und gleichzeitig vor Ort konsumiert oder mitgenommen werden können.

Der Begriff «Restauration» schliesst in diesem Zusammenhang mehr ein als der Begriff «Restaurant», der eine einzige Art von Angebot bezeichnet, das heute nachts eher ungen

wahrgenommen wird. Betriebsführende, die sich für ein Patent F interessieren und über eine Organisationsstruktur verfügen, die ihnen den Betrieb ohne Probleme Tag und Nacht erlaubt, werden ausserdem mit dem Adjektiv «durchgehend» nicht mehr unnötig eingeschränkt.

Art. 16 Abs. 2, 1. Satz

Die Grundlage für diese Bestimmung existiert bereits. Das Konzept stammt aus dem Jahr 2012 und soll den Oberamtspersonen erlauben, eine gute Kontrolle über die Betriebe mit Alkohol sicherzustellen, die an sich unter dem Patent B laufen und die v. a. am Wochenende regelmässig nachts geöffnet sind.

Es ist nicht Ziel dieser Reform, dieses Konzept in Frage zu stellen. Das Patent B+ gehört zu den Verlängerungen, die den Oberämtern unterstehen. Seine Besonderheit besteht darin, dass es sich nicht um ein punktuelles Recht handelt, sondern um eine Möglichkeit, die Öffnungszeit ein ganzes Jahr zu verlängern.

Heute machen 38 Betriebe von dieser Möglichkeit Gebrauch. Gemäss Artikel 8 des Ausführungsreglements vom 16. November 1992 über die öffentlichen Gaststätten (ÖGR; SGF 952.11) müssen Antragstellende ein Betriebskonzept vorlegen, das die Sicherheit und die nähere Umgebung einbezieht und die Vereinbarkeit mit der Nachbarschaft garantiert.

Konkret betrifft die Mehrzahl der erteilten Patente B+ Betriebe mit musikalischer Unterhaltung, die sich auf die Hauptorte des Kantons konzentrieren. Einige dieser Betriebe bieten zusätzlich eine mehr oder weniger entwickelte Form von Restauration an. Andere Betriebe mit dieser Bewilligung haben sich ausschliesslich auf ein Speiseangebot spezialisiert, das von der regelmässigen Durchführung von Banketten bis zum Verkauf von sofort konsumierbaren Fertiggerichten reicht.

In der aktuellen Fassung werden im ersten Satz von Absatz 2 des Artikels 16 nur Veranstaltungen und Übertragungen von Sportereignissen oder kulturellen Ereignissen als Rechtfertigung für das Patent B+ genannt. Abgesehen von der Tatsache, dass diese zu präzise und zu restriktive Formulierung nicht der Realität entspricht, ist die Gastronomie im weiten Sinne formell in diesen Bewilligungstyp zu integrieren, damit gewährleistet ist, dass die Kundschaft am Wochenende in der ersten Nachthälfte dieses kulinarische Angebot in Anspruch nehmen kann.

Ziel dieser Bestimmung ist auch eine ganzjährige Öffnung in den Nächten von Freitag auf Samstag und von Samstag auf Sonntag. Zwar können die Betriebsführenden an den übrigen Abenden der Woche weiterhin auf einen anderen, in Artikel 48 ÖGG vorgesehenen Verlängerungsmodus zurückgreifen, d. h. zwölf Formulare für eine Verlängerung um eine Stunde pro Quartal oder Verlängerungsbewilli-

gungen aufgrund eines begründeten Gesuchs. Die Umfrage von GastroFribourg hat jedoch ergeben, dass dieses System insofern aufwändig ist, als die Anwesenheit zahlreicher Studierender in den Nächten von Donnerstag auf Freitag mehrere Betriebsführende in den Städten wöchentlich zu administrativen Schritten zwingt, damit sie den Erwartungen dieser Kundschaft entsprechen können. Um diese Hürde abzuschaffen, wird im Entwurf vorgeschlagen, diesen Abend in das Konzept des Patents B+ zu integrieren. Sobald das Betriebskonzept für die Nachtöffnung am Wochenende, das auch Sicherheitsmassnahmen und Massnahmen zur Reduktion von Schalleinwirkungen umfasst, von den Behörden genehmigt wurde, kann davon ausgegangen werden, dass die ergriffenen Massnahmen ohne Weiteres auf einen weiteren Abend ausgedehnt werden können.

Art. 18

Die aktuelle Fassung von Artikel 18 erweckt den Eindruck, dass der Hauptzweck einer Diskothek oder eines Kabarett darin bestehe, der Kundschaft Speisen und Getränke anzubieten, die an Ort und Stelle konsumiert werden können. Dieser Ansatz ist offensichtlich zu überdenken. Es ist sicher nicht notwendig, sich mit dem Begriff des Kabarett aufzuhalten, da diese besondere Form der Gaststätte praktisch ganz aus dem Freiburger Nachtleben verschwunden ist und für das einzige noch im Kanton verbliebene Kabarett keinerlei Reform nötig ist. Bei den Diskotheken hingegen ist es gerechtfertigt, den Schwerpunkt auf die Tatsache zu legen, dass ihre Tätigkeit in erster Linie auf musikalischen Leistungen beruht, sowie auf einer Einrichtung und Organisation, bei denen der grösste Teil des Raums dem Tanzen und dem Unterhaltungsprogramm vorbehalten ist. Es ergibt deshalb keinen Sinn, die betreffenden Betriebsführenden dazu zu verpflichten, eine Tanzfläche zur Verfügung zu stellen, wie dies aus dem aktuellen Wortlaut hervorgeht. Die Zahl der Sitzplätze, die den Gästen einer Diskothek zur Verfügung steht, ist im Übrigen weit geringer als das Gesamtaufnahmevermögen der Gaststätte, das mehr von der Feuersicherheit abhängt. In diesem Kontext ergänzt das Angebot von Getränken oder auch Speisen das Hauptangebot der Unterhaltung, ohne jedoch seinen Kern auszumachen. Dies ist im Übrigen auch der Grund dafür, dass oft ein Eintrittsgeld verlangt wird oder zumindest die Konsumationspreise erhöht werden.

Art. 20

Der erste Absatz dieser Bestimmung integriert den neuen Begriff der durchgehenden Restauration, der in Artikel 14 eingeführt wurde.

In Absatz 2 wird der Grundsatz, wonach die Zahl der im Kanton gleichzeitig erteilten Patente F, begrenzt ist, nicht wieder aufgenommen. Diese Bedürfnisklausel war ursprünglich mit dem Ziel eingeführt worden, diese Gaststätten optimal auf

die Regionen zu verteilen. Gleichzeitig sollte auf eine vernünftige Anzahl Betriebe und insbesondere darauf geachtet werden, dass Betriebsführende von diesem Patenttyp nicht dazu verleitet würden, von grosszügigen Öffnungszeiten zu profitieren, ohne dabei die Kriterien eines Restaurants zu erfüllen.

Die gesellschaftliche und wirtschaftliche Realität hat gezeigt, dass diese Vorkehrungen heute grösstenteils überflüssig sind. Wie bereits erwähnt suchen die Nachtschwärmer keine aufwendig zubereiteten Speisen, die klassisch serviert werden. Das erforderliche Restaurationsangebot kann zudem auch nicht auf einer abstrakten Planung beruhen. Es muss sich an die Nachfrage anpassen lassen mit dem Risiko, sich auf bestimmte Perimeter zu konzentrieren, die stark frequentiert und also gut zugänglich sind. Ihre Zahl wird sich nach dem Markt richten. Die Eignung der Umgebung sowie die Anforderungen der Raumplanungs- und Baugesetzgebung werden unpassende Standorte verhindern. Das Konzept muss zwingend dem weiten Gastronomiebegriff entsprechen und darf keine hintergründigen Ziele enthalten, die von einem anderen Patenttyp abgedeckt werden. Die Ziele Alkoholprävention und Jugendschutz, die der Kanton in seinem Alkoholaktionsplan genannt hat, werden dabei ebenfalls nicht vernachlässigt, denn Artikel 53 Abs. 2 bestimmt schon heute, dass es ab 22 Uhr grundsätzlich verboten ist, Alkohol zum Mitnehmen zu verkaufen. Dieses Verbot wird auch für die Nachtgastronomie gelten, die sich demnach nicht auf den Handel mit Alkohol spezialisieren kann.

Art. 46 Abs. 1^{bis}, 2 und 6

Absatz 1^{bis} wird nur angepasst, damit er dem Wortlaut von Artikel 16 Abs. 2 entspricht, der nun auch die Nacht von Donnerstag auf Freitag in das Konzept des Patents B+ einschliesst.

Der zweite Absatz dieses Artikels führt eine wesentliche Änderung der aktuellen Öffnungszeiten von Betrieben mit Patent D ein.

Aus Gründen, die in der Vergangenheit liegen, dürfte eine Diskothek heute ab 14 Uhr öffnen. Dieses System war zu einer Zeit eingeführt worden, als eine Diskothek in der Stadt Freiburg regelmässig am Sonntag «Disco»-Nachmittage für eine jugendliche Kundschaft veranstaltete, die sich ausnahmsweise im Licht der Stroboskope austoben durfte. Obwohl dies mehrheitlich aus der Mode gekommen ist, sollte mit Blick auf die Umfrage unter den betreffenden Betriebsführenden dennoch berücksichtigt werden, dass manche Betriebe mit Patent D gelegentlich Ende Nachmittag Aperitifs mit Unterhaltungsprogramm durchführen. Aufgrund dieser Entwicklung wird die Öffnungszeit auf 16 Uhr verschoben.

Die Schliessungszeit der Diskotheken bildet den Kern der Reform. Es wird daran erinnert, dass die Diskotheken, um

sich deutlich von den übrigen Gaststätten abzuheben, darauf angewiesen sind, dass ihre Attraktivität nicht nur auf der Qualität und Einzigartigkeit des Angebots beruht, sondern auch auf besonderen Betriebsbedingungen, die auf die Nachfrage und auf ein optimales Kundenmanagement ausgerichtet sind. Dieses Ziel wird einhellig begrüsst. Die Betriebsführenden sehen darin eine Chance für ihre Wettbewerbsfähigkeit. Auch die Nachtschwärmer warten ungeduldig darauf, ein ihrem Zeitfenster angepasstes, lokales Angebot nutzen zu können. Verschiedene, vorgängig angehörte Behörden haben die Idee bereits positiv aufgenommen, unter der Bedingung strikter Auflagen zu Sicherheit und Immissionen sowie unter der Bedingung einer ganzheitlichen Strategie für eine harmonische Platzierung des Angebots. Der Entscheid für die Festsetzung der Schliessungszeit auf 6 Uhr morgens beruht auf zwei Argumenten: Der Zeitraum zwischen 3 und 6 Uhr morgens ist heikel. Wenn die Bars und andere in der Nacht geöffnete Gaststätten schliessen, haben viele Personen die Tendenz, sich den öffentlichen Raum anzueignen und Immissionen aller Art zu verursachen. Mit der Aussicht, andere Orte aufsuchen zu können, für die sich der Ortswechsel lohnt, werden sie ihr Verhalten ändern, was sowohl den Anwohnern als auch den Ordnungskräften zugute kommt. Diese werden vom System einer gestaffelten Schliessung profitieren. Eine Begrenzung des Betriebs auf 5 Uhr morgens würde keine wesentliche Verbesserung gegenüber der heutigen Situation bringen. Um 6 Uhr morgens hingegen bestünde das in diesem Zusammenhang oft erwähnte Transportproblem nicht mehr. Zudem beginnen um 6 Uhr die Tagesaktivitäten. Andere Geschäfte öffnen und die von der Bevölkerung legitim gewünschte Ruhe würde gegebenenfalls weniger gestört.

Gemäss Absatz 6 dieser Bestimmung waren die Öffnungszeiten der Nachtrestaurants bisher zwischen 6 und 11 Uhr morgens zwingend zu unterbrechen. Der für das Patent F verfolgte neue Ansatz plädiert hingegen für ein durchgehendes Restaurationsangebot. Die wenigen Betriebsführenden, die diese Nische wählen, werden über einen besonderen Arbeitsmodus verfügen müssen. Dabei ist es nicht zweckmässig, dass per Gesetz genaue Pausenzeiten vorgeschrieben werden. Der Unterbruch wird sich vielleicht zu einem anderen Zeitpunkt aufdrängen, ohne dass die öffentliche Ordnung und das Allgemeinwohl darunter leiden würden. Im Übrigen sei daran erinnert, dass die Betriebe für die Bereiche Hygiene und Lebensmittelsicherheit über ein Konzept und Methoden verfügen, welche die für diese Gesetzgebung zuständige kantonale Behörde jederzeit korrigieren und wenn nötig sanktionieren kann.

Der Arbeitnehmerschutz in Zusammenhang mit der maximalen Präsenzzeit und der Nachtarbeit wird durch die Arbeitsgesetzgebung und den in dieser Branche geltenden nationalen Gesamtarbeitsvertrag gewährleistet.

Art. 51 Abs. 3

Aufgrund der Abschaffung der Bedürfnisklausel für das Patent F ist diese Vorschrift nicht mehr gerechtfertigt. Die Inhaber eines Patents für ein Nachtrestaurant zu verpflichten, bis 5 Uhr morgens warme Speisen abzugeben, ergab nur dann einen Sinn, wenn andere Personen, die sich für das Anbieten dieser Leistung interessierten, ihr Projekt nicht umsetzen konnten, weil die Zahl der verfügbaren Patente erreicht war und gleichzeitig die Inhaber der Bewilligung diese nicht ganz ausschöpften.

7. Übergangsbestimmungen

Alle heutigen Inhaberinnen und Inhaber eines Patents B+ mussten seinerzeit ein ordentliches oder zumindest summarisches Baubewilligungsverfahren durchlaufen. Nach diesem Verfahren entschied die Oberamtsperson über die Machbarkeit des Projekts, wobei sie einige allgemeine Bedingungen zum Schutz der Nachbarschaft festlegte. Zusätzlich zu diesen Bedingungen wurde die Bewilligung zum Zweck der Prävention mit Auflagen versehen, die in einem an die jeweilige Situation angepassten Betriebskonzept festgehalten sind. Dieses wurde gemeinsam mit der Kantonspolizei erarbeitet und enthält Aspekte, welche die Sicherheit sowohl in der Gaststätte wie auch in ihrer unmittelbaren Umgebung sowie das Verhalten der Gäste oder die Ausbildung des Personals betreffen. All diese Vorkehrungen laufen und lassen sich aufgrund neuer Feststellungen oder bei einem Wiederauftreten bestimmter Probleme, auf welche die Behörden hingewiesen hatten, weiterentwickeln. Die Möglichkeit für Inhaberinnen und Inhaber eines Patents B+, ihren nächtlichen Betrieb regelmässiger auf den Donnerstag auszudehnen, stellt ihre Bewilligung nicht in Frage. Allerdings rechtfertigt sie eine Anpassung des bestehenden Konzepts, gegebenenfalls mit der Festlegung neuer Anforderungen.

Auch für die Eröffnung einer Diskothek an einem bestimmten Ort war die vorgängige Ausstellung einer Baubewilligung erforderlich. Auch hier hat sich die Sicherheits- und Justizdirektion bemüht, in Bezug auf die Bewilligung und die Art der geplanten Gaststätte eine ganze Reihe von Bedingungen und Forderungen zu stellen, mit denen sichergestellt werden soll, dass die öffentliche Ruhe, Ordnung und Sicherheit durch den Betrieb nicht tangiert werden. Im Allgemeinen zahlen sich die Massnahmen und Anstrengungen, die mit den bezeichneten Verantwortlichen vereinbart wurden, aus. Die Verlängerung der Öffnungszeit bis 6 Uhr morgens erfordert eine teilweise Überarbeitung des bestehenden Betriebskonzepts. Wie oben im Kommentar zur Änderung von Artikel 46 Abs. 2 erläutert, stellt der vereinbarte Betriebszeitraum nur eine Möglichkeit dar. Wenn die Betriebsführenden davon Gebrauch machen, wird dies keine wesentlichen Auswirkungen auf die Nachbarschaft haben. Zudem wurden deren Bedürfnisse bereits mehrheitlich berücksichtigt und die Anwohnerinnen und

Anwohner werden im Gegenzug davon profitieren, dass die Nachtschwärmer erst frühmorgens in den öffentlichen Raum gelangen, wenn ihr Verhalten weniger störend ist.

Heute werden drei Gaststätten im Kanton mit einem Patent F für ein Nachtrestaurant betrieben. Da diese über eher klassische Betriebskonzepte verfügen und in der Agglomeration angesiedelt sind, ist es eher unwahrscheinlich, dass sich ihre Verantwortlichen für einen Übergang zur durchgehenden Restauration entscheiden werden. Aufgrund der erworbenen Rechte ist es jedoch gerechtfertigt, ihnen die Möglichkeit zu geben, die aktuellen Leistungen weiterhin mit dem Patent F anzubieten, da die neuen Betriebsbedingungen ihrer heutigen Tätigkeit trotz der Änderungen in keiner Weise widersprechen.

8. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Der Entwurf hat keine nennenswerten finanziellen Auswirkungen. Die Ausstellung einiger zusätzlicher Patente F könnte höchstens zu einer leichten Erhöhung des Jahresertrags aus den Abgaben führen, die von den Patentinhabern erhoben werden.

Der Entwurf hat keinerlei Auswirkung auf das Personal. Die Aufgaben, die aus der Bearbeitung der neuen Dossiers entstehen, werden in die Pflichtenhefte der Personen aufgenommen, die bereits im Amt für Gewerbepolizei und in den anderen, am Verfahren beteiligten kantonalen Stellen tätig sind.

9. Aufgabenteilung, nachhaltige Entwicklung, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Referendum

9.1. Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden und auf die nachhaltige Entwicklung

Der Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Er hat keine Folgen für die nachhaltige Entwicklung.

9.2. Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht

Der Entwurf steht sowohl im Einklang mit der Kantonsverfassung und der Bundesverfassung als auch mit dem Europarecht.

9.3. Referendum

Der Gesetzesentwurf unterliegt nicht dem Finanzreferendum. Er unterliegt jedoch dem Gesetzesreferendum.

Loi modifiant la loi sur les établissements publics

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **952.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2018-DSJ-227 du Conseil d'Etat du 26 novembre 2019;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF 952.1 (Loi sur les établissements publics (LEPu), du 24.9.1991) est modifié comme il suit:

Art. 10a (nouveau)

Service public de l'emploi

¹ Le Service public de l'emploi, par l'inspection du travail et la surveillance du marché du travail, veille à la protection des travailleurs et à la lutte contre le travail au noir dans les établissements publics.

² Il peut dans ce contexte ordonner la fermeture d'un établissement.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **952.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2018-DSJ-227 des Staatsrats vom 26. November 2019;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 952.1 (Gesetz über die öffentlichen Gaststätten (ÖGG), vom 24.9.1991) wird wie folgt geändert:

Art. 10a (neu)

Amt für den Arbeitsmarkt

¹ Das Amt für den Arbeitsmarkt sorgt mit dem Arbeitsinspektorat und der Arbeitsmarktüberwachung für den Schutz der Arbeitnehmenden und die Bekämpfung der Schwarzarbeit in den öffentlichen Gaststätten.

² Es kann in diesem Zusammenhang die Schliessung einer Gaststätte anordnen.

Art. 14 al. 1

¹ Toute personne exerçant une activité énumérée à l'article 2 al. 1 let. a, a^{bis}, a^{ter}, b ou c doit être au bénéfice de l'une des patentes suivantes:

F (modifié) Patente de restauration permanente;

Art. 16 al. 2 (modifié)

² La patente B+ complète la patente B; elle autorise une ouverture prolongée le jeudi, le vendredi et le samedi et donne le droit de proposer de manière régulière des animations culturelles ou des prestations culinaires nocturnes, aux conditions fixées par le règlement.

Art. 18 al. 1 (modifié)

¹ La patente D de discothèque ou de cabaret donne le droit d'organiser la danse dans un espace aménagé à cet effet, de mettre sur pied des spectacles, des concerts ou des attractions et de servir des mets et des boissons à consommer sur place.

Art. 20 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié)

¹ La patente F de restauration permanente donne le droit de servir des mets et des boissons à consommer sur place ainsi que de les vendre à emporter.

² Elle est réservée à des établissements dont le concept d'exploitation est axé exclusivement sur des prestations culinaires et dont l'emplacement est adapté sous l'angle de la prévention des nuisances.

Art. 46 al. 1^{bis} (modifié), al. 2 (modifié), al. 6 (modifié)

^{1bis} Les établissements bénéficiant d'une patente B+ peuvent rester ouverts le jeudi, le vendredi et le samedi jusqu'à 3 heures du matin.

² Les établissements soumis à une patente D de discothèque ou de cabaret peuvent être ouverts de 16 heures à 6 heures du matin.

⁶ Les établissements soumis à la patente F de restauration permanente peuvent être ouverts de jour comme de nuit sans restriction d'horaire.

Art. 51 al. 3 (abrogé)

³ Abrogé

Art. 14 Abs. 1

¹ Jede Person, die eine in Artikel 2 Abs. 1 Bst. a, a^{bis}, a^{ter}, b oder c aufgezählte Tätigkeit ausübt, muss im Besitz eines der folgenden Patente sein:

F (geändert) Patent für durchgehende Restauration;

Art. 16 Abs. 2 (geändert)

² Das Patent B+ ergänzt das Patent B; es lässt am Donnerstag, Freitag und Samstag verlängerte Öffnungszeiten zu und berechtigt den Inhaber, unter den im Reglement festgelegten Bedingungen regelmässig kulturelle Veranstaltungen durchzuführen und in der Nacht kulinarische Leistungen anzubieten.

Art. 18 Abs. 1 (geändert)

¹ Das Patent D für eine Diskothek oder ein Kabarett berechtigt den Inhaber, einen für das Tanzen eingerichteten Raum bereitzustellen, Vorstellungen, Konzerte oder Darbietungen vorzuführen sowie Speisen und Getränke, die an Ort und Stelle konsumiert werden können, abzugeben.

Art. 20 Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (geändert)

¹ Das Patent F für durchgehende Restauration berechtigt den Inhaber, Speisen und Getränke, die an Ort und Stelle konsumiert werden können, abzugeben sowie solche zum Mitnehmen zu verkaufen.

² Es bleibt Betrieben vorbehalten, deren Betriebskonzept ausschliesslich auf kulinarische Leistungen ausgerichtet ist und deren Standort geeignet ist, Lärmbelästigungen vorzubeugen.

Art. 46 Abs. 1^{bis} (geändert), Abs. 2 (geändert), Abs. 6 (geändert)

^{1bis} Die Betriebe mit einem Patent B+ dürfen am Donnerstag, Freitag und Samstag bis 3 Uhr geöffnet bleiben.

² Die Betriebe mit einem Patent D für eine Diskothek oder ein Kabarett dürfen von 16 Uhr bis 6 Uhr geöffnet werden.

⁶ Die Betriebe mit einem Patent F für durchgehende Restauration dürfen tagsüber und nachts ohne Einschränkung geöffnet werden.

Art. 51 Abs. 3 (aufgehoben)

³ Aufgehoben

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Dispositions transitoires

—

1. Les titulaires d'une patente B+ au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi bénéficient de l'extension de l'ouverture prolongée au jeudi sans obligation d'engager une procédure de permis de construire complémentaire. Ils soumettent toutefois au préfet pour approbation, dans un délai d'un mois à compter de cette date, un concept d'exploitation adapté aux nouvelles conditions.
2. Les titulaires d'une patente D de discothèque au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi bénéficient de l'extension d'horaire à 6 heures du matin sans obligation d'engager une procédure de permis de construire complémentaire. Ils soumettent toutefois à la Direction pour approbation, dans un délai d'un mois à compter de cette date, un concept d'exploitation adapté aux nouvelles conditions.
3. Les titulaires d'une patente F de restaurant de nuit au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi deviennent automatiquement titulaires d'une patente F de restauration permanente.

Dispositions finales

—

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Übergangsbestimmungen

—

1. Personen, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes über ein Patent B+ verfügen, kommen ohne Verpflichtung zu einem zusätzlichen Baubewilligungsverfahren in den Genuss der Erweiterung der verlängerten Öffnungszeit auf Donnerstag. Sie legen jedoch dem Oberamtmann innert einem Monat ab dem Inkrafttreten ein Betriebskonzept, das an die neuen Bedingungen angepasst ist, zur Genehmigung vor.
2. Personen, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes über ein Patent D für eine Diskothek verfügen, kommen ohne Verpflichtung zu einem zusätzlichen Baubewilligungsverfahren in den Genuss der Verlängerung der Öffnungszeit bis 6 Uhr morgens. Sie legen jedoch der Direktion innert einem Monat ab dem Inkrafttreten ein Betriebskonzept, das an die neuen Bedingungen angepasst ist, zur Genehmigung vor.
3. Personen, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes über ein Patent F für ein Nachtrestaurant verfügen, werden automatisch zu Inhaberinnen und Inhabern eines Patents F für durchgehende Restauration.

Schlussbestimmungen

—

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.